

Kris Deschouwer Pascal Delwit Marc Hooghe
Pierre Baudewyns Stefaan Walgrave

Décrypter l'électeur

Le comportement électoral et les motivations de vote

Cette recherche a été effectuée avec le soutien financier de BELSPO,
la Politique Scientifique Fédérale Belge.

D/2015/45/196 – ISBN 978 94 014 2650 3 – NUR 754

Maquette de couverture : Compagnie Paul Verrept

Photo de couverture : Berlinde De Bruyckere, *Spreken*, 1999. © Carine Demeter, collection M HKA.

Mise en pages : Jurgen Leemans

© Les auteurs et les Éditions Lannoo sa Tiel, 2015.

LannooCampus fait partie de la division livres et multimédia
des Éditions Lannoo sa.

Tous droits réservés.

Cet ouvrage ne peut être reproduit, même partiellement,
sous quelque forme que ce soit (photocopie, duplicateur,
microfilm ou tout autre procédé analogique ou numérique)
sans une autorisation écrite de l'éditeur.

Éditions LannooCampus

Erasmus Ruelensvest 179 bte 101

B-3001 Louvain

www.lannoo-campus.be

TABLE DES MATIÈRES

1	Les électeurs, les voix, les chiffres	7
	<i>Kris Deschouwer, Pierre Baudewyns, Pascal Delwit, Marc Hooghe & Stefaan Walgrave</i>	
2	L'incertitude politique	23
	<i>Stefaan Walgrave, Christophe Lesschaeve, Benoît Rihoux & Conrad Meulewaeter</i>	
3	La volatilité électorale	42
	<i>Ruth Dassonneville, Pierre Baudewyns & Simon Willoq</i>	
4	Les motivations du vote de préférence	58
	<i>Audrey André, Pierre Baudewyns, Sam Depauw & Lieven De Winter</i>	
5	Présidentialisation versus personnalisation ?	76
	<i>Bram Wauters, Peter Van Aelst, Peter Thijssen, Johannes Rodenbach, Jef Smulders & Jean-Benoît Pilet</i>	
6	Changement d'opinion et volatilité électorale	99
	<i>Christophe Lesschaeve & Conrad Meulewaeter</i>	
7	Le vote stratégique de coalition	115
	<i>Tom Verthé, Stefanie Beyens, Fernanda Flacco & Louise Nikolic</i>	
8	Le contact fait-il le Belge ?	134
	<i>Peter Thijssen, Dave Sinardet & Régis Dandoy</i>	
9	Les attitudes communautaires et le vote	156
	<i>Kris Deschouwer, Lieven De Winter, Min Reuchamps, Dave Sinardet & Jérémy Dodeigne</i>	

10	Vote obligatoire et abstention dans une perspective multi-niveaux	174
	<i>Min Reuchamps, Didier Caluwaerts, Lieven De Winter, Vincent Jacquet & Conrad Meulewaeter</i>	
11	À la recherche de l'électeur européen	192
	<i>Camille Kelbel, Virginie Van Ingelgom & Soetkin Verhaegen</i>	
12	Confiance, satisfaction et comportement électoral dans un État fédéral	213
	<i>Lionel Henry, Emilie van Haute & Marc Hooghe</i>	
13	Changer la démocratie ?	235
	<i>Vincent Jacquet, Benjamin Biard, Didier Caluwaerts & Min Reuchamps</i>	
14	Choisir avant d'élire	251
	<i>Caroline Close, Camille Kelbel & Anna Kern</i>	
15	Genre et intérêts politiques	273
	<i>Audrey Vandeleene, Karen Celis, Silvia Erzeel & Eline Severs</i>	
	Les auteurs	292
	Annexe : Les questionnaires	294
	Annexe : Les propositions du Test électoral / stemtest	310
	Notes	314
	Bibliographie	317

1 LES ÉLECTEURS, LES VOIX, LES CHIFFRES

*Kris Deschouwer, Pierre Baudewyns, Pascal Delwit,
Marc Hooghe & Stefaan Walgrave*

1.1 La mère de toutes les élections

Le 25 mai 2014, les électeurs belges ont procédé au renouvellement de la Chambre des représentants au niveau fédéral, des parlements wallon, flamand, de Bruxelles-Capitale et de la Communauté germanophone, ainsi que des 21 représentants belges au Parlement européen. Ces élections simultanées aux trois niveaux de pouvoir ont amené de nombreux commentateurs à reparler de la « mère de toutes les élections », comme cela avait déjà été le cas en 1999 (avec en plus cette année-là l'élection pour le Sénat).

La question de savoir si ce couplage des scrutins est une bonne chose a déjà donné lieu à de nombreux débats ces deux dernières décennies. Les partisans d'élections séparées soutiennent que chaque niveau de pouvoir possède sa propre logique, ses propres compétences et ses propres politiques, et doit donc avoir l'opportunité de faire l'objet d'un débat en profondeur face aux électeurs. En effet, lorsque plusieurs scrutins sont organisés le même jour, l'un retient souvent tout l'attention et laisse les autres dans l'ombre. C'est tout particulièrement le cas pour les élections européennes. Celles-ci ne conduisent pas à la formation d'un gouvernement proprement dit, établi sur base de la composition de l'assemblée nouvellement élue. Dès lors, les débats européens sont largement éclipsés quand on vote le même jour pour le niveau fédéral ou pour les assemblées régionales.

De plus, lorsque plusieurs scrutins sont organisés de concert, et qui est donc compliqué de bien distinguer les enjeux de chacun d'entre eux, la probabilité

que bon nombre d'électeurs votent pour le même parti, et avec les mêmes motivations pour tous les niveaux, est plus grande. Cela avait été particulièrement le cas en 1999 avec des élections marquées par l'affaire de la dioxine. L'affaire a eu des effets évidents sur le vote aux élections fédérales, mais aussi sur les votes aux élections régionales et européennes. Même si les coalitions en place aux différents niveaux de pouvoir ont impliqué les mêmes partenaires (démocrates-chrétiens et socialistes), les responsabilités des trois niveaux dans cet événement n'étaient clairement pas équivalentes.

La situation en 2014 est toutefois différente. Si à l'époque les coalitions au pouvoir dans les trois régions et au fédéral étaient symétriques, socialistes et sociaux-chrétiens gouvernant ensemble, en 2014, ce n'est clairement plus le cas. Le gouvernement fédéral Di Rupo n'était pas composé des mêmes partis que les exécutifs wallon, bruxellois ou flamand. Par ailleurs, pour l'élection européenne, un élément nouveau est apparu : les principaux groupes politiques au Parlement européen ont désigné leur candidat à la présidence de la Commission européenne et ont fait savoir qu'ils refuseraient de nommer un autre candidat que celui du parti étant arrivé en tête du scrutin européen. Un des candidats – celui du groupe des Libéraux et démocrates européens – était d'ailleurs un Belge, l'ancien premier ministre Guy Verhofstadt. Celui-ci a ainsi mené campagne dans tous les États membres de l'UE, bien qu'il fût officiellement candidat pour un siège de député européen sur une liste déposée en Flandre et à Bruxelles. Malgré ces différences par rapport à 1999, la question demeure : les électeurs ont-ils voté en liant les trois niveaux de pouvoir, ou ont-ils traité les diverses élections de façon distincte ?

Dans les tableaux 1.1, 1.2 et 1.3, les résultats des élections aux trois niveaux sont présentés pour la Flandre, la Wallonie et Bruxelles. Il apparaît immédiatement que la distribution des votes entre partis ne varie pas beaucoup d'un scrutin à l'autre. À Bruxelles, de petites différences sont à noter, qui sont dues au fait que Groen n'avait pas de liste propre pour les élections à la Chambre, mais bien une liste commune avec Ecolo, et au fait que le PvdA-PTB a présenté une seule liste commune à la Chambre. Étant donné que l'enquête présentée dans cet ouvrage ne porte que sur la Flandre et la Wallonie, nous ne commenterons pas plus en détail les résultats bruxellois.

Pour la Flandre et la Wallonie, à l'exception du Parti Populaire qui obtient un score plus élevé pour l'élection du Parlement européen, le classement

des partis est le même partout. Les résultats n'en sont pas pour autant identiques. À titre d'illustration, nous avons construit un indice de volatilité inter-niveaux, mesurant l'écart en valeur absolue entre les scores d'un parti à deux niveaux de pouvoir¹. La logique est la même que pour le calcul de l'indice de volatilité inter-élections qui compare, lui, les écarts de résultats électoraux pour un même parti pour deux élections consécutives (voir plus loin). Le calcul de l'indice de volatilité inter-niveaux fait bien ressortir les écarts dans la distribution des votes pour l'ensemble des partis. Du côté flamand, l'écart entre les scores au niveau régional et au fédéral est de 2.2%. Il est de 3.3% en Wallonie. La valeur de l'indice de volatilité inter-niveaux est encore un peu plus élevée quand on fait la comparaison avec le niveau européen. En Flandre, l'indice s'élève à 8.6%, pour les différences entre les résultats électoraux au niveau fédéral et au niveau européen, et de 8.9% entre le niveau régional et le niveau européen. En Wallonie, l'indice s'élève respectivement à 6.6% et 4.8%. Les résultats électoraux les plus particuliers sont donc à observer au scrutin européen. C'est en Wallonie que le cdH et le PS enregistrent leurs plus mauvais résultats, tandis qu'Ecolo y a été plus performant.

Du côté flamand, les différences sont encore plus nettes. La N-VA obtient ainsi un score inférieur de 5.6 points de pourcentage au niveau européen par rapport à son score au niveau fédéral, tandis que l'Open VLD y obtient un score supérieur de 5.7 points de pourcentage par rapport à son score à la Chambre des représentants. L'impact de Guy Verhofstadt peut sans doute en partie l'expliquer. Groen est aussi en meilleure position au niveau européen. Cela confirme, comme pour Ecolo, la tendance internationale des partis verts à enregistrer de meilleurs scores aux élections européennes.

Ces chiffres prouvent donc que tous les électeurs n'ont pas considéré les scrutins du 25 mai 2014 comme une et une seule élection. Il est intéressant de noter que c'est entre les niveaux fédéral et régional que l'on observe le moins d'écart entre les scores des partis. Pour savoir si cela signifie que l'électeur médian a fait son choix pour les deux niveaux de façon conjointe, il faudra pousser plus loin les analyses (voir notamment le chapitre de Lionel Henry, Emilie van Haute, Marc Hooghe dans ce volume).

Tableau 1.1 Les résultats des élections en Flandre (Chambre des représentants, Parlement flamand et Parlement européen, en pourcentages)

	Chambre	Parl. flamand	Europe
N-VA	32.5	31.9	26.9
CD&V	18.6	20.7	20.1
Open VLD	15.5	14.2	19.9
sp.a	14.1	14.0	13.2
Groen	8.6	8.6	10.6
Vlaams Belang	5.8	5.9	6.8
PvdA+	2.8	2.6	2.4

Tableau 1.2 Les résultats des élections en Wallonie (Chambre des représentants, Parlement wallon et Parlement européen, en pourcentages)

	Chambre	Parl. wallon	Europe
PS	32.0	30.9	29.7
MR	25.8	26.7	27.4
cdH	13.9	15.2	11.7
Ecolo	8.2	8.6	10.9
PTB-GO	5.5	5.8	5.7
PP	4.5	4.9	6.6
FDF	2.4	2.5	2.3

Tableau 1.3 Les résultats des élections à Bruxelles (Chambre des représentants, Parlement bruxellois et Parlement européen, en pourcentages)

	Chambre	Parl. Brux.	Europe
PS	24.9	23.5	24.2
MR	23.1	20.4	21.1
FDF	11.1	13.1	7.1
cdH	9.3	10.4	8.6
Ecolo	10.5	8.9	13.2
PTB-GO	3.8	3.4	4.1
PP	1.7	1.7	2.5
N-VA	2.7	2.0	1.9
CD&V	1.6	1.3	1.5
Open VLD	2.7	3.1	6.4
sp.a	1.9	2.3	1.6
Groen		2.1	2.1
Vlaams Belang	1.0	0.6	0.8
PvdA+			0.2

En ce qui concerne le niveau européen, les différences sont plus nettes, et nous pouvons donc émettre l'hypothèse que le raisonnement, pour ce scrutin, a été différent chez un certain nombre d'électeurs (voir le chapitre de Camille Kelbel, Virginie Van Ingelgom et Soetkin Verhaegen dans ce volume). Il est par conséquent tout à fait possible d'avoir des élections conjointes sans noyer les logiques électorales propres à chacun des niveaux de pouvoir.

1.2 Stabilité et volatilité

En plus de la comparaison entre niveaux d'élection, il est également important de comparer les résultats électoraux du scrutin de 2014 à ceux des élections fédérales, régionales et européennes précédentes (en 2010 et 2009). Pour les partis, cette analyse est très importante. Les évolutions par rapport au dernier scrutin constituent des points de repère permettant aux partis de se déclarer « vainqueurs » de l'élection et de désigner, dans le même temps, les « perdants » de l'élection. Lorsqu'il existe plusieurs points de repère, comme en 2014 par rapport à 2010 et 2009, les partis peuvent adapter les points de comparaison afin de sélectionner la référence la plus avantageuse pour eux.

La comparaison avec le scrutin précédent était d'autant plus importante en 2014 qu'il s'agissait du premier vote national après la longue crise institutionnelle de 2010–2011. Beaucoup se demandaient dès lors si les électeurs sanctionneraient certains partis pour la longue période de formation du gouvernement fédéral et, en particulier, comment la N–VA et le PS seraient affectés par ces épisodes. Beaucoup s'interrogeaient aussi si les urnes allaient à nouveau produire un résultat qui rendrait difficile la formation d'un gouvernement. La réponse à cette question dépendait en grande partie en grande partie du résultat des deux plus grands partis dans chacun des groupes linguistiques : la N–VA en Flandre et le PS en Belgique francophone.

Au final, les élections de 2014 n'ont pas chamboulé de façon radicale le paysage politique. En Flandre, la N–VA a confirmé sa position de premier parti acquise lors des élections de 2010. Les nationalistes flamands ont encore un peu progressé aux dernières élections et ont franchi la barre symbolique des 30% (à l'exception du niveau européen). Un fossé sépare ainsi la N–VA de ses poursuivants.

Ensemble, les trois partis traditionnels ont recueilli quelques 48% des votes. C'est peu, mais à nouveau, ce n'est pas très différent de 2010. Il est même question d'un léger progrès lié principalement à la meilleure performance du CD&V. Enfin, pour le Nord du pays, nous pouvons noter la chute continue du Vlaams Belang, la petite progression de Groen, et le PvdA+ qui est resté cantonné aux alentours des 3%. L'indice de volatilité entre 2010 et 2014 s'élève à 9.8% pour la Flandre, ce qui est relativement bas par rapport à des scrutins très volatils comme ceux de 1999 ou de 2010 ou, plus encore, par rapport aux nombreuses élections récentes en Europe (Grèce, Irlande, Pays-Bas, Italie). En Flandre, il est davantage question de stabilisation après les grands bouleversements électoraux de 2010.

En Wallonie, les évolutions électorales sont un peu plus marquées, mais sans vrais grands bouleversements. L'indice de volatilité s'élève à 15.7%. Cela inclut le recul de 5 points de pourcentage du PS et de 4 points de pourcentage d'Ecolo, ainsi que les gains de 3,5 points de pourcentage du MR, du Parti Populaire et de PTB-GO. S'y ajoutent de nombreux petits partis ayant pu attirer quelques dizaines de milliers d'électeurs wallons, comme le FDF, mais aussi « Droite », « Debout les Belges » ou « Wallonie D'Abord ». L'avenir dira si cet éparpillement des voix se maintiendra dans la durée et fera entrer le Sud du pays dans une période de plus grande fragmentation électorale.

1.3 La formation des coalitions

Les résultats d'une élection peuvent toujours être interprétés de manières différentes.. C'est en particulier le cas pour la façon dont ces résultats sont traduits en termes de formation d'un gouvernement. La majorité des états européens, y compris la Belgique, organisent leurs élections en fonction d'un système électoral proportionnel. Un tel système assure une représentation maximale au Parlement des opinions parfois très diverses défendues par de nombreux partis de taille différente. Ce système ne produit néanmoins souvent pas un résultat permettant d'identifier une coalition de partis qui disposent ensemble d'une majorité parlementaire, et qui de surcroît peuvent s'accorder pour mener une politique commune durant un certain nombre d'années. À partir d'un même résultat, il existe souvent différentes coalitions possibles. C'était le cas à la suite des élections de 2014. Une des questions

qui s'est posée fut de savoir si la coalition sortante (socialistes, libéraux et démocrates-chrétiens) pouvait être reconduite. Cette coalition ne disposait pas d'une majorité au sein du groupe linguistique flamand à la Chambre des représentants durant la législature précédente. C'était un des points forts des critiques que la N-VA relayait auprès des électeurs en les appelant à voter contre le « modèle PS ».

Le décompte des résultats a mis en évidence que la coalition sortante disposait toujours d'une majorité des sièges à la Chambre, et cette fois-ci dans les deux groupes linguistiques. La tripartite rassemblant les trois familles politiques traditionnelles pouvait même former une coalition à tous les niveaux de pouvoir. Cependant, ces partenaires n'ont pas réussi à s'entendre. En Wallonie et en Communauté française, il a été décidé de renouveler la coalition entre le PS et le cdH, mais en excluant cette fois Ecolo. Du côté flamand, une alliance entre la N-VA et le CD&V suffisait à former un gouvernement.

La donne étant plus complexe, la formation d'un gouvernement a pris davantage de temps. Le CD&V et la N-VA désiraient gouverner ensemble en Flandre et au fédéral, et au fédéral, de préférence avec l'Open VLD, le MR et le cdH. Pour le cdH, ce choix n'était pas évident. Gouverner avec un parti désirant à terme la scission du pays s'est révélé un choix difficile, tout comme gouverner avec le PS en Wallonie et en Communauté française, et avec le MR au niveau fédéral.

Une coalition inédite s'est alors formée avec la N-VA, le CD&V, le MR et l'Open VLD. L'Open VLD a profité du fait d'être indispensable à une majorité au fédéral pour se garantir également une place au sein du gouvernement flamand.

Les résultats des élections ont ainsi été traduits de manière différente dans des choix de coalitions. Les différents gouvernements ont pu mettre en avant qu'ils représentaient une réponse légitime et logique aux résultats des urnes, puisqu'ils disposaient tous d'une majorité parlementaire.

Cependant, comme souvent, ces dernières n'étaient pas les seules réponses logiques et légitimes possibles. Au niveau fédéral par exemple, le gouvernement dispose bien d'une majorité parlementaire, mais celle-ci repose essentiellement sur les sièges des partis flamands. D'autres exemples

de gouvernements fédéraux ne disposant pas de majorité dans les deux groupes linguistiques ont existé par le passé (notamment le gouvernement Di Rupo sortant), mais un tel déséquilibre en faveur d'un groupe linguistique est inédit.

1.4 La parole aux électeurs

Une élection est constituée de la somme des votes exprimés. Compte tenu du fait que les électeurs votent pour un parti ou pour un candidat individuel, le résultat de l'élection peut faire l'objet d'une interprétation. Si un parti l'emporte, c'est qu'il a réussi à convaincre plus d'électeurs qu'un autre. Ces électeurs ont voté pour ce parti parce qu'ils ont été convaincu par son programme et son idéologie, portés par les candidats présents sur les différentes listes. C'est une façon légitime de lire les élections.

Ce que les électeurs font au moment de voter est beaucoup plus subtil que ce que les résultats peuvent laisser paraître. Certains électeurs sont sûrs de leur vote depuis très longtemps, alors que d'autres hésitent encore. Certains électeurs votent pour un parti parce qu'ils considèrent que certains points du programme politique sont importants, alors que d'autres choisissent ce parti en fonction d'autres points du programme. Certains électeurs votent avec enthousiasme et conviction, alors que d'autres font, avec peu d'entrain, un choix électoral parmi un ensemble de partis dans lesquels ils ne se retrouvent pas. Ces différences entre les électeurs, la manière et les raisons pour lesquelles ils votent, ne peuvent pas être détectées à partir des résultats bruts. Pour obtenir cette information, il est nécessaire d'interroger les électeurs afin qu'ils puissent l'expliquer. Ceci ne peut se faire qu'au travers d'un échantillon représentatif d'électeurs.

Le présent livre est basé sur une enquête d'opinion réalisée par le consortium de recherches PARTIREP (PAI) financé par la Politique scientifique fédérale. Le Pôle d'attraction interuniversitaire mène des recherches sur la participation politique et la représentation. Il est composé de membres issus de la Vrije Universiteit Brussel, de l'Université libre de Bruxelles, de la KU Leuven, de l'Université catholique de Louvain et de l'Universiteit Antwerpen. Les universités de Mannheim et de Leiden participent aussi à ce groupe de recherches.

L'objectif de la recherche était d'interroger les habitants de la Flandre et de la Wallonie (et pas les habitants de la région de Bruxelles-Capitale) âgés de 18 à 85 ans, et disposant du droit de vote lors des élections du 25 mai 2014. Afin de garantir la représentativité de l'échantillon et d'être certain que les personnes aient la même chance d'être sélectionnées, une demande d'accès au Registre national a été adressée à la Commission de la protection de la vie privée pour avoir accès au Registre national. L'échantillon est stratifié en fonction du nombre d'habitants, ce qui signifie que le nombre d'unités tirées aléatoirement par arrondissement est proportionnel. La procédure de contact prévoyait l'envoi d'une lettre au domicile de la personne tirée dans l'échantillon afin de l'informer des objectifs de l'enquête. Ces personnes ont ensuite été contactées par un enquêteur afin de participer à l'enquête. La collecte des données a été confiée à la société TNS. La durée de l'enquête était de plus ou moins une heure durant laquelle des questions furent posées sur les caractéristiques sociodémographiques des répondants, sur leurs valeurs, sur leurs opinions, sur leurs attitudes, sur leurs activités politiques ou sur leurs intentions de vote pour les élections du 25 mai 2014.

Toutes les personnes participant à l'enquête ont été interrogées une deuxième fois. Dès le lendemain de l'élection, trois livrets leur ont été envoyés, contenant les listes et les candidats de leurs circonscriptions pour les élections européennes, fédérales et régionales. Nous leur avons demandé de noter leur vote exactement comme ils l'avaient fait lors de l'élection, et de noter pour quelles listes et pour quels candidats ils avaient voté. Lorsqu'ils ont été contacté au lendemain de l'élection – la deuxième vague a été réalisée par téléphone – ils ont pu reporter exactement quels votes ils avaient émis. En procédant de la sorte, on a pu garantir la qualité des données sur le comportement de vote et, en particulier, dans le cas de scrutins organisés pour différents niveaux de pouvoir le même jour. Les individus oublient en effet rapidement pour quel parti ou quel candidat ils ont voté quelques jours ou quelques semaines auparavant, sans prendre en compte les biais glissés dans la mémoire des individus par rapport à leur comportement de vote suite à l'annonce dans les médias des perdants et des gagnants.

Pendant la période pré-électorale, 1008 électeurs flamands et 1011 électeurs wallons ont pris part à l'enquête. Lors de la seconde vague de l'enquête, 826 électeurs flamands et 702 électeurs wallons y ont pris part. Tous les moyens possibles ont été utilisés afin d'assurer la représentativité de l'échantillon. Cependant, aucun

échantillon – même celui constitué avec le plus grand soin – n’est parfait. Nous ne pouvons pas obliger les individus à participer à une enquête d’opinion scientifique. Les scientifiques ne maîtrisent pas la volonté des individus de participer ou non. Par contre, nous pouvons mettre en place des stratégies pour obtenir un taux de réponse élevé en envoyant une lettre d’introduction, et en contactant à trois reprises la personne sélectionnée dans l’échantillon. Les personnes qui n’ont, malgré tout, pas souhaité participer à l’enquête ont été remplacées par d’autres répondants issus de l’échantillon.

Le taux de réponse général à l’enquête est de 45%. C’est un taux observé dans d’autres cas en Belgique. Les personnes qui n’ont pas pu être contactées ou ont refusé de participer présentent un profil particulier. Il s’agit de personnes qui vivent dans une situation précaire, sont peu éduquées et ont peu ou pas d’intérêt pour la société et pour la politique. L’échantillon n’est donc pas complètement représentatif. Afin de pouvoir utiliser cet échantillon comme représentatif du corps électoral, des coefficients de pondération ont été calculés. Cela signifie que les groupes d’individus sous-représentés ont été pondérés positivement afin de représenter correctement les groupes. Les groupes d’individus surreprésentés ont, quant à eux, été pondérés négativement afin de correspondre à leur juste poids dans la population de référence. Ainsi, par exemple, si les personnes moins éduquées sont sous-représentées et que nous pondérons les réponses de ces individus positivement, nous pouvons postuler que les personnes qui ont pris part à l’enquête d’opinion sont représentatives de celles qui n’y ont pas pris part.

La pondération ou le calibrage d’un échantillon doit donc se faire avec prudence, en utilisant plusieurs variables. Les analyses présentées dans ce livre sont basées sur un échantillon pondéré afin de représenter la population en fonction du sexe, de l’âge et du niveau d’éducation. Pour les analyses qui incluent le comportement de vote, les analyses ont été pondérées en prenant en compte les résultats des élections de 2014. Le questionnaire peut être consulté en annexe du livre.

L’équipe de chercheurs de PARTIREP a également été active pendant les élections. Un « Test électoral/Stemtest » a été élaboré afin de permettre aux personnes qui répondent à une série d’affirmations en ligne – affirmations portant sur des choix de politique publique – de connaître la proximité qu’ils ont, en termes d’idées, avec certains partis. De cette manière, les électeurs

et les partis ont pu déterminer leur positionnement sur 234 propositions. Le Test électoral/Stemtest a été utilisé par 2.7 millions d'électeurs. Ce test permet, à partir des données, de savoir si les électeurs et les partis sont « congruents », c.à.d. dans quelle mesure les électeurs votent pour le parti qui représente le mieux leurs idées.

Dans le deuxième chapitre de ce livre, Stefaan Walgrave, Christophe Lesschaeve, Benoît Rihoux et Conrad Meulewaeter ont analysé les données du Test électoral/Stemtest. Ils ont analysé dans quelle mesure les nombreuses informations qui ont circulé pendant la campagne électorale n'ont pas « insécurisé » les électeurs. Les personnes qui ont participé au Test électoral/Stemtest avaient la possibilité de répondre « ne sais pas ». Cette option de réponse a de plus en plus souvent été utilisée pendant la campagne électorale, car plus l'électeur s'informait, plus il se mettait à douter. C'est en particulier le cas pour les enjeux sur lesquels les partis, mais aussi les électeurs, étaient divisés. Plus les individus discutaient de cet enjeu, moins ils étaient persuadés de leurs propres convictions.

Dans le troisième chapitre, Ruth Dassonneville, Pierre Baudewyns et Simon Willocq ont analysé la volatilité électorale. La volatilité électorale (le fait de changer de parti entre deux élections) est un phénomène qui se produit souvent. Ainsi, entre 2010 et 2014, 40% des électeurs ont décidé de voter pour un autre parti. Ce phénomène est souvent perçu comme la conséquence d'une plus faible détermination du vote par des lignes de clivages politiques, au profit d'éléments à court terme.

Les auteurs du chapitre ont analysé l'effet de la personnalisation politique sur la volatilité. Leurs résultats démontrent que les individus qui motivent leur vote par la présence de certains candidats présentent une probabilité plus grande de changer de parti, aussi bien entre deux élections que pendant la campagne électorale. Par contre, le fait de voter de manière préférentielle pour un candidat n'a pas d'effet sur cette volatilité.

Dans le quatrième chapitre, Audrey André, Pierre Baudewyns, Sam Depauw et Lieven De Winter ont analysé les motivations du vote de préférence pour un candidat. Plus de la moitié des individus ont voté pour un candidat. Dans l'enquête, il leur a été demandé d'expliquer les motivations de leur vote au moyen d'une question ouverte. Aucune possibilité de réponse n'a

été suggérée. Les réponses mentionnées sont diversifiées : il s'agit de prises de positions des candidats sur des questions politiques, intégrité des candidats, contact direct avec les candidats, personnalité...

Ces motivations varient également par parti. Ainsi, les électeurs du CD&V qui ont voté pour des candidats plutôt que pour le parti mentionnent plus souvent comme motivation l'ancrage local, alors que les électeurs cdH mentionnent plus souvent le contact personnel. Les électeurs du MR et du PS choisissent les réalisations en termes de politique (publique). Enfin, les électeurs de la N-VA mentionnent l'intégrité des candidats.

Dans le cinquième chapitre, Bram Wauters, Peter Van Aelst, Peter Thijssen, Johannes Rodenbach, Jef Smulders et Jean-Benoît Pilet analysent l'évolution du nombre de voix de préférence en essayant de distinguer les phénomènes de personnalisation et de présidentialisation. La première notion implique une importance accrue de tous les candidats, tandis que la deuxième notion implique qu'un nombre restreint de candidats importants – comme par exemple des présidents de partis – ont attiré l'attention.

Le nombre de voix de préférence est en diminution depuis 2003. Ceci peut s'expliquer par le recul des partis traditionnels qui, généralement, ont plus de voix de préférence. Ce processus peut également s'expliquer par le fait que les règles ont été durcies : les parlementaires « sortants » ne sont plus candidats pour plusieurs scrutins. Une troisième explication concerne effectivement un processus de présidentialisation. La diminution du nombre de voix de préférence est observée également dans les circonscriptions où de grandes personnalités (ou de grands noms) ne figurent pas sur les listes électorales. En d'autres termes, sans une implantation durable des figures de proue des partis, le nombre de voix de préférence aurait été encore moins élevé.

Christophe Lesschaeve et Conrad Meulewaeter se sont penchés, dans le sixième chapitre, sur la notion de « vote juste » définie par la question suivante : « est-ce que le parti représente bien mes convictions politiques ? ». À partir des données de l'enquête PARTIREP et du *Test électoral/Stemtest*, ils ont pu mettre en évidence que les électeurs les plus éduqués deviennent, au cours de la campagne électorale, les plus congruents avec le parti pour lequel ils votent. Ces électeurs ont modifié soit leurs propres points de vue soit leur préférence électorale. Les personnes les plus éduquées ont plus

facilement adapté leur préférence pour un parti (elles sont plus volatiles) et ont ainsi créé une meilleure correspondance entre leurs convictions politiques et celles du parti pour lequel elles veulent voter

Les personnes moins éduquées changent également d'opinion, mais changent moins facilement de choix de parti. Ces personnes votent moins souvent pour le parti qui représente le mieux leurs opinions. De ce fait, elles sont peut-être moins bien représentées.

Dans le septième chapitre, Tom Verthé, Stefanie Beyens, Fernanda Flacco et Louise Nicolic démontrent que certains électeurs ne votent pas pour le parti qui constitue leur premier choix, mais choisissent un parti en fonction de sa capacité à être associé à la prochaine coalition gouvernementale. Si le parti de prédilection n'a pas la capacité d'être associé à cette coalition, ces électeurs votent « stratégiquement » pour un autre parti qui présente plus de chances d'y être associé. Ainsi, 5 à 6% des électeurs ont fait un choix stratégique au profit des grands partis comme la N-VA, le PS, le CD&V ou encore le MR. Cela s'est donc fait au détriment des écologistes, du PvdA et du PTB-GO.

Les deux chapitres suivants ont pour objet les relations entre la Flandre et la Wallonie. Dans le huitième chapitre, Dave Sinardet, Peter Thijssen et Régis Dandoy analysent les effets des relations entre les Flamands et les Wallons sur les représentations des uns et des autres. Ces relations entraînent-elles une meilleure compréhension de l'autre, ou au contraire une opposition ? Tout en faisant la comparaison avec l'analyse faite en 2007, ils mettent en évidence que les individus qui sont le plus en relation avec l'autre communauté s'identifient moins avec leur propre communauté et sont aussi moins « demandeurs » d'une plus grande régionalisation des compétences. Des contacts réguliers – même peu nombreux – ont donc un effet possible sur les mécanismes de solidarité fédérale.

Les électeurs en Belgique se sentent-ils Belges, Flamands ou Wallons ? C'est la question principale posée dans le neuvième chapitre écrit par Kris Deschouwer, Lieven de Winter, Min Reuchamps, Dave Sinardet et Jérémy Dodeigne. Dans leur conclusion, ils constatent que les identités flamandes et wallonnes sont moins affirmées que l'identité belge, même dans le cas d'une forte polarisation politique autour de la réforme de l'État. En mai 2014, l'enjeu de la réforme de l'État a été – comme par le passé – peu déterminant

dans le comportement de vote, même si cela varie d'un électorat de parti à un autre. En Wallonie, cela n'a pas été aussi déterminant, alors qu'en Flandre trois groupes d'électeurs peuvent être discernés. Dans le premier groupe, les partisans d'une plus grande réforme de l'État et d'une plus grande autonomie se retrouvent dans l'électorat de la N-VA et du Vlaams Belang. Dans un groupe plus modéré se retrouvent les électeurs du CD&V, alors que le troisième groupe (le moins favorable à plus de réformes et plus d'autonomie) est constitué des électeurs de l'Open VLD, du sp.a, de Groen et du PvdA.

Le dixième chapitre traite de l'abrogation du vote obligatoire et de ses effets. Min Reuchamps, Didier Caluwaerts, Lieven De Winter, Vincent Jacquet et Conrad Meulewaeter ont analysé les intentions d'aller voter – dans le cas où le vote ne serait plus obligatoire – aux élections communales, régionales, fédérales et européennes. Les résultats démontrent que plus le niveau de décision politique est élevé, plus l'intention d'aller voter est faible.

Les personnes qui n'iraient pas aux urnes présentent des caractéristiques sociologiques connues : elles sont peu éduquées et moins actives en politique (moins intéressées...). L'analyse des différences entre les électorats démontre qu'il y en a peu en Flandre, mais qu'en Wallonie la situation serait défavorable au PS et, par contre, plus favorable à Ecolo et au MR.

Les comportements électoraux aux élections européennes ont également fait l'objet d'une analyse pointue dans le onzième chapitre. Camille Kelbel, Virginie Van Ingelom et Soetkin Verhaegen y ont cherché à cerner la place occupée par l'Europe lors de la « mère de toutes les élections ». Les résultats des élections européennes n'ont pas été très différentes des autres, et ceux qui ont voté différemment aux élections européennes ne l'ont pas fait pour des raisons « européennes ». La candidature de Guy Verhofstadt à l'Open VLD a cependant eu un effet. Les auteurs mettent aussi en évidence que les personnes qui iraient toujours voter aux élections européennes se sentent plus européens et plus en faveur de l'intégration européenne. Avec la tenue d'élections simultanées le même jour, il est difficile de connaître la place exacte du niveau européen dans l'isoloir.

Dans le douzième chapitre, Lionel Henry, Emilie Van Haute et Marc Hooqhe abordent la question de la confiance et de la satisfaction des citoyens. Ils concluent que le citoyen belge a une confiance moyenne et relative dans

les institutions politiques. Cette confiance concerne toutes les institutions, y compris le Parlement et le gouvernement, alors qu'il n'y a pas de différences faites entre les différents niveaux. L'idée selon laquelle le citoyen a une confiance plus forte dans les institutions qui lui sont le plus proches (le niveau communal par exemple), n'est pas vérifiée. Les résultats indiquent un niveau de confiance moins élevé en Wallonie qu'en Flandre. De même, le niveau de confiance dans les institutions régionales wallonnes ainsi que dans les hommes/femmes politiques est plutôt bas, ainsi que la confiance dans l'Union Européenne. Les citoyens qui ont des sentiments de méfiance sont les mêmes qui n'iraient plus voter ou voteraient blanc ou nul. Il y a aussi une légère tendance à voter pour des partis « anti-système » même s'il apparaît que la confiance politique a peu d'influence sur le choix partisan.

Les élections sont une composante importante de la démocratie politique et elles sont analysées avec beaucoup de soin. Pourtant, les élections et les processus électoraux sont critiqués et certains se demandent si cette démocratie reflète bien la diversité et la quantité d'opinions en politique publique. Dans le treizième chapitre, Vincent Jacquet, Benjamin Biard, Didier Caluwaerts et Min Reuchamps ont analysé les opinions des électeurs à ce sujet. Ils analysent les préférences pour plusieurs alternatives, comme la démocratie délibérative ou la technocratie. Les personnes les plus éduquées, et qui ont le plus de confiance dans la politique, sont plus à même de défendre la démocratie représentative. Les groupes sociaux les moins avantagés, qui sont sceptiques par rapport à la capacité du système à répondre aux besoins, sont ceux qui revendiquent du changement sans en préciser la direction, soit vers une démocratie délibérative soit vers une démocratie technocratique. Il n'y a donc pas de préférence, mais plutôt un rejet de ce qui existe.

Caroline Close, Camille Kelbel et Anna Kern ont analysé, dans le quatorzième chapitre, les préférences des électeurs par rapport à la manière dont les partis devraient choisir les candidats aux élections. Au sein des partis, il existe des façons différentes de sélectionner les candidats, par exemple en organisant des « primaires ». Les citoyens souhaitent-ils être impliqués dans le choix des candidats ? Les électeurs qui sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie ont une préférence pour le statu quo. D'autres estiment que la composition des listes électorales est un des rôles des partis et non pas des électeurs.

Dans le quinzième et dernier chapitre, Karen Celis, Silvia Erzeel, Eline Severs et Audrey Vandeleene analysent les différences entre hommes et femmes dans leur comportement politique. Les hommes et les femmes estiment, de manière identique, que certains enjeux – chômage et économie – sont importants, mais ils ont des opinions différentes sur le sujet.

Les différences ne sont pas très grandes entre les deux groupes, mais elles sont significatives. Les femmes pensent et votent plus à gauche et elles ont plus d'opinions féministes que les hommes. Ces différences s'expliquent par les positions différentes que les deux groupes occupent dans la société avec entre autres, pour les femmes, un risque accru de dépendance économique et une plus grande présence dans le secteur public.

Toutes ces analyses n'ont pas épuisé tout le matériel collecté dans le cadre de l'enquête PARTIREP et du Test électoral/Stemtest. Cependant, elles fournissent une première idée de ce que les électeurs en Wallonie et en Flandre ont pensé, ont voulu et ont concrétisé au travers de leur vote. C'est un processus complexe, car trouver le bon candidat ou le bon parti n'est pas facile. C'est encore plus compliqué en Belgique, si l'on prend en compte toutes les élections qui se sont tenues le 25 mai 2014 pour les différents niveaux de pouvoir.

Les partis interprètent les résultats des élections en fonction des politiques publiques, mais aussi en fonction du maintien ou du gain d'électeurs lors de la prochaine échéance électorale.

Les politologues peuvent aller plus loin dans l'analyse lorsqu'ils disposent de données de qualité. Il en résulte alors une image subtile et complexe, avec un certain nombre de modèles confirmés, avec des conclusions surprenantes et parfois des incohérences qui restent à expliquer.

Il n'est pas possible de répondre à toutes les questions, mais avec ce livre, nous espérons avoir apporté les premiers éléments de réponse quant à la manière dont les partis et les électeurs se cherchent les uns les autres.